

## L'UMP devra trouver sa place au côté d'un Elysée omniprésent

PARIS (AFP) - L'UMP devra trouver sa place au côté d'un Elysée omniprésent pour éviter de devenir un parti godillot, au lendemain de législatives qui lui ont donné la majorité absolue à l'Assemblée même si cette victoire est loin d'être aussi éclatante que ne le prédisaient les sondages.



© AtlasVista  
Le président Nicolas Sarkozy suivi du ministre de la Défense Hervé Morin et du Premier ministre François Fillon, le 18 mai 2007 à Suresnes (© AFP - Patrick Kovarik)

Le parti majoritaire, qui avait 359 représentants UMP et apparentés dans l'assemblée sortante, commence la XIIIème législature avec 318 députés (dont 312 investis UMP).

"Nous serons les gardiens des promesses de Nicolas Sarkozy", a averti lundi Patrick Devedjian, secrétaire général délégué de l'UMP, et quasi-patron du parti majoritaire depuis que M. Sarkozy en a quitté la présidence, quelques jours après son élection à l'Elysée.

D'ailleurs, une des tâches qui attend l'UMP est la réforme de ses statuts avec la mise en place, lors d'un congrès en novembre, d'un simple poste de secrétaire général au lieu d'un président.

Avant cela, le parti présidentiel devra régler dès cette semaine les rivalités en son sein pour le "perchoir" et la direction de son groupe de députés.

Parmi les dossiers sur lesquels l'UMP entend exercer sa "vigilance", figure la parité au gouvernement, sur laquelle s'est engagé M. Sarkozy. De même, a déclaré M. Devedjian, l'écologie doit rester une priorité du gouvernement Fillon II, malgré le départ d'Alain Juppé.

Sur ce dossier comme sur d'autres, l'UMP se rêve en "aiguillon" du gouvernement.

Selon Luc Chatel, son porte-parole, le parti majoritaire doit "être la force de proposition, être toujours en amont du gouvernement".

"L'UMP doit être un parti qui ne suit pas, mais qui précède le gouvernement", renchérit Yves Jégo, réélu en Seine-et-Marne.

Dans son esprit, l'UMP doit rester ce qu'il était du temps où Nicolas Sarkozy le présidait (novembre 2004 à mai 2007), c'est-à-dire "un parti d'imagination et de propositions, un laboratoire d'idées".

Sauf qu'à l'époque, l'UMP se battait pour que son président devienne celui de la France et pour appuyer le programme de "rupture" qu'il défendait.

M. Sarkozy étant désormais aux commandes --et présent sur tous les fronts, économique, social, sociétal, institutionnel, international, depuis sa prise de fonction le 16 mai-- l'UMP entend qu'il respecte son engagement d'agir "vite".

Le gouvernement va mettre en oeuvre, dès la semaine prochaine, "les réformes de fond dont la société française a besoin, notamment en ce qui concerne le pouvoir d'achat", s'est félicité lundi M. Devedjian.

Quatre projets de loi seront présentés mercredi en conseil des ministres, pour être débattus et votés au cours d'une session extraordinaire du Parlement en juillet: travail, emploi et pouvoir d'achat, peines plancher pour les récidivistes, réforme des universités, réforme du service minimum.

Paradoxalement, le fait que l'UMP n'ait pas obtenu autant de sièges dans la nouvelle Assemblée qu'elle pouvait l'espérer au vu des sondages d'après premier tour, n'est pas mauvais pour elle, assure Yves Jégo.

"Le groupe UMP (avec ses alliés) sera plus tenu et nécessitera que l'Assemblée soit plus politique. Ca va nous obliger à être performants", se rassure le député.